

## Boîte à outils réglementaire : Fiche Comptes annuels et apurement des préfinancements annuels – Annexe II

*Ce document a été réalisé par le CGET, autorité de coordination interfonds, à destination de ses partenaires.*

*Les éléments fournis correspondent à ses échanges avec les autorités de gestion dans le cadre de l'assistance qu'il leur apporte en tant qu'autorité de coordination des FESI. Le contenu résulte de l'interprétation par le CGET de la base réglementaire relative aux FESI et n'a pas été systématiquement validé par la Commission européenne. En cela, cette opinion ne préjuge en rien d'une validation ou d'une opinion différente qui pourrait être apportée par la suite par la Commission européenne ou d'autres corps de contrôle.*

*Ce document a vocation à être amendé au cours de la programmation 2014-2020 afin de tenir compte des textes en cours de finalisation ou à paraître (notes d'orientation de la Commission) mais aussi des retours d'expériences sur la mise en œuvre des FESI.*

### 1 Principes généraux

Comme en 2016<sup>1</sup>, la Commission européenne a proposé, par courrier du 22 janvier 2018 adressé à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne<sup>2</sup>, de procéder à un flux unique de trésorerie positif net visant une compensation des recouvrements des préfinancements annuels 2017 au moyen des versements des préfinancements 2018 (suite au solde des exercices comptables 2016-2017), du fait du « faible » niveau de consommation des fonds européens (FEDER, FSE, FEAMP) par programme.

Il s'avère que les dispositions européennes prévoyant les modalités d'apurement des préfinancements annuels exigent un niveau de consommation par programme très élevé par année

<sup>1</sup> Ref. Ares(2016)6479448 - 17/11/2016

<sup>2</sup> Ref. Ares(2018)360724 - 22/01/2018

comptable, et quasiment impossible à atteindre. Il s'ensuit que la Commission européenne transmettra **chaque année**, a priori, un courrier similaire à ceux envoyés en 2016 et 2018, concernant tous les programmes français (nationaux, régionaux et CTE).

## Rappel du contexte

### a) Calcul et paiement des préfinancements

L'article 134 du règlement (UE) n°1303/2013 prévoit les modalités de calcul et de paiement des préfinancements initiaux et annuels par fonds et par programme.

Le montant du préfinancement correspond à un taux fixé règlementairement, appliqué à l'allocation totale des fonds par programme, de laquelle est exclue la réserve de performance (sauf pour les préfinancements annuels 2021 à 2023 : le taux est alors appliqué à l'allocation totale des fonds, réserve de performance incluse).

Soit :

Année	Préfinancement initial	Préfinancement annuel	allocation du programme à laquelle le taux s'applique
2014	1%		Allocation 14-20 hors réserve de performance
2015	1%		Allocation 14-20 hors réserve de performance
2016	1%	2%	Allocation 14-20 hors réserve de performance
2017		2.625%	Allocation 14-20 hors réserve de performance
2018		2.75%	Allocation 14-20 hors réserve de performance
2019		2.875%	Allocation 14-20 hors réserve de performance
2020		3%	Allocation 14-20 hors réserve de performance
2021		3%	Allocation totale 14-20 (RDP incluse)
2022		3%	Allocation totale 14-20 (RDP incluse)
2023		3%	Allocation totale 14-20 (RDP incluse)

A noter que le Règlement (UE) 2015/779 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 modifiant le Règlement (UE) n° 1304/2013 en ce qui concerne un montant de préfinancement initial supplémentaire versé aux programmes opérationnels soutenus par l'initiative pour l'emploi des jeunes, a élevé à 30% de l'allocation IEJ 14-20 le montant du préfinancement initial 2015 versé aux programmes éligibles.

### b) Apurement des préfinancements annuels

L'article 139.7 du règlement (UE) n°1303/2013 prévoit l'apurement des préfinancements annuels à la clôture de l'exercice comptable au cours duquel ils ont été versés (l'article 82 du règlement général dispose que l'apurement des préfinancements initiaux est réalisé totalement au plus tard à la clôture du programme).

Conformément aux articles 139.6 et 139.7 du règlement (UE) n°1303/2013, à la clôture d'un exercice comptable, la Commission procède au calcul suivant : Montant UE<sup>3</sup> des demandes de paiement effectuées auprès de la Commission dans le cadre de l'exercice comptable (n-n+1) – montant des corrections financières éventuelles effectuées durant la période complémentaire (juillet-décembre n+1) – montant du préfinancement annuel n+1 – montant UE des paiements intermédiaires effectués par la Commission pour l'exercice comptable (soit 90% des demandes de paiement n-n+1<sup>4</sup>).

- ➔ Si le solde est négatif, alors la Commission européenne émet un ordre de recouvrement qui est exécuté, si possible, par compensation en déduisant le montant considéré des montants dus au programme au titre des versements ultérieurs au profit du même programme opérationnel.
- ➔ Si au contraire, le solde est positif, la Commission européenne verse le montant dû dans les 30 jours suivant l'approbation des comptes.

**Exemple pour l'exercice comptable 2016-2017 :**

Montant UE des demandes de paiement effectuées auprès de la Commission dans le cadre de l'exercice comptable (16-17) – montant du préfinancement annuel 2017 (montant théorique) – montant UE des paiements intermédiaires effectués par la Commission pour l'exercice comptable (soit 90% des demandes de paiement 16-17).

## 2 Exemple d'application

### *Un recouvrement quasi systématique des préfinancements annuels*

Pour qu'un programme obtienne un solde nul ou positif de ses comptes, le montant UE minimum à inclure en appel de fonds au cours de l'année comptable doit être supérieur au montant du préfinancement annuel perçu au cours de l'exercice comptable, multiplié par dix. (Voir simulateur de calcul du solde des comptes en annexe).

- ➔ Un tel niveau annuel de consommation semble impossible à atteindre sauf exceptionnellement, sur une année comptable, y compris pour un programme qui soutiendrait plusieurs grands projets européens et qui serait donc susceptible de remonter sur une année comptable des demandes de paiement très conséquentes.

<sup>3</sup> tel qu'inscrit dans les comptes de l'AC (donc après corrections financières)

<sup>4</sup> Conformément à l'article 130 du règlement général

### Exemple : PO FEDER La Réunion

Pour que la Réunion n'ait pas à rendre son préfinancement perçu en juin 2016, il aurait fallu que sa demande de paiement intermédiaire finale en juillet 2016 soit d'un montant UE minimum de 212.5M€. Pour que la même collectivité n'ait pas à rendre son préfinancement perçu en juin 2017, il aurait fallu que sa demande de paiement intermédiaire finale en juillet 2017 soit d'un montant UE minimum de 279M€. Théoriquement, elle aurait dû consommer au minimum 491,5M€ de FEDER en juillet 2017 (212.5M€ + 279M€) pour ne pas devoir rembourser ses préfinancements annuels 2016 et 2017. Le seuil minimal consommation FEDER pour éviter tout dégagement en 2017 (première année d'application du dégagement n+3) était quant à lui fixé règlementairement à un niveau de 70M€.

Année	Exercice comptable (le préfinancement est versé au plus tard en juin n+1 et sera apuré via le calcul du solde en mai n+2)	montant minimal de la demande de paiement intermédiaire finale en juillet N pour obtenir un solde nul permettant de ne pas rembourser le préfinancement	Total Maquette (y/c RDP)	Seuil DO Décembre N
2014			152 052 390€	
2015	2014-2015		155 096 594€	
2016	2015-2016	212 525 739€	158 201 300€	
2017	2016-2017	278 940 033€	161 367 480€	61 903 808€
2018	2018-2019	292 222 892€	164 596 927€	178 472 317€
2019	2019-2020	305 505 750€	167 890 894€	296 630 964€
2020	2020-2021	318 788 609€	171 250 476€	416 437 534€
2021	2021-2022	339 136 818€		537 244 963€
2022	2022-2023	339 136 818€		661 148 722€
2023	clôture	339 136 818€		1 130 456 061€

### Calendrier de mise en œuvre des fonds : Cas du PO Réunion FEDER

#### Légende :

Millions d' €

Montant FEDER minimum à inclure dans la demande de paiement intermédiaire finale pour conserver son préfinancement

Millions d' €

Seuil d'évitement du dégagement



## ANNEXE : simulateur et modalités de calcul

Pour ne pas devoir rembourser un préfinancement (A), il faut que le solde des comptes effectué par la Commission soit positif. Pour que le solde soit positif, il faut que le montant total des versements réalisés par la Commission au cours de l'exercice comptable (B), correspondant au montant du préfinancement (A) et à 90% du montant des appels de fonds réalisés par l'autorité de gestion au cours de l'exercice comptable (C) soit inférieur au montant des appels de fonds réalisés par l'autorité de gestion au cours de l'exercice comptable (C)

Soit le montant minimum de consommation des fonds (valeur x de C) > B

$$x > B$$

$$= x > A + 90\%C$$

$$= 1x > A + 0.9C$$

$$= 1x - 0.9x > A$$

$$= 0.1x > A$$

$$= x > A / 0.1$$

$$\text{Soit } x > A * 10$$

- ➔ Pour que le solde effectué par la Commission européenne soit positif, le montant x à inclure en appel de fonds doit être égal ou supérieur au préfinancement multiplié par 10.

**Explication du tableur Excel (joint : CGET - Simulateur préfinancements annuels - Annexe II- Fiche outil Comptes annuels V0.xlsx) .**

**Tableau 1 :** Calcul du montant minimal à inclure en appel de fonds pour une année comptable pour un PO pour éviter le recouvrement du préfinancement annuel perçu au titre de l'année comptable.

- Remplir uniquement la 3<sup>ème</sup> colonne (Montant du préfinancement).

**Tableau 2 :** Calcul du montant du préfinancement n+1 versé suite au calcul du solde des comptes (diminué du trop-perçu de l'année , après la clôture des comptes et le calcul du solde par la CE )

- Remplir uniquement la 4<sup>ème</sup> colonne (Montant UE inclus en appel de fonds pour l'année comptable)